

# Référendum et manipulation du scrutin

Selon un article du *Luxemburger Wort* du 1<sup>er</sup> juillet 2005 »De Juncker äntwert Jonken« le Premier Ministre a pris l'initiative d'une série de réunions de discussion avec la Conférence Nationale des Elèves (CNEL) au sujet du Traité de Constitution Européenne. Il va sans dire qu'il va plaider pour le Oui en référendum du 10 juillet 2005, ce qui est un droit en principe mais pas dans ce cas particulier où il introduit une position politique partisane dans l'Ecole, la plus grave atteinte possible à la neutralité politique stricte qui doit prévaloir dans cette institution et en établissements.

Cette situation est d'autant plus critiquable que le CNEL espère (selon l'article) que cette »collaboration« avec le gouvernement amènera ce dernier à mieux »comprendre« à l'avenir les intérêts de la CNEL. En clair, il y a marchandage, achat, manipulation de vote. Cela constitue une entrave inadmissible à un déroulement démocratiquement valable du référendum. Ce qui permet un recours devant l'institution compétente pour constater la régularité ou l'irrégularité bafouée.

En cas de présence d'un contradicteur en la personne d'un adhérent du NON, la nature blasphématoire du tabou brisé est amplifiée et le titre mensonger.

Il faut se rendre compte de la gravité de la situation d'autant plus que Madame Lydie Polfer, députée européenne et ancienne ministre des Affaires Etrangères a déjà commis un faux pas semblable il y a quelques jours en acceptant une invitation dans un établissement secondaire.

Qu'en sera-t-il de l'Ecole (ou d'autres institutions publiques) lorsque la concurrence libre et non-fauscée y aura fait son entrée en matière politique ? Car on ne pourra pas interdire aujourd'hui et demain à d'autres ce qu'on a permis aujourd'hui.

A chacun de mesurer le danger.

Nicolas Momper